MONDE

La guerre en Ukraine repose la question du nucléaire militaire : "Le nucléaire est un facteur créateur de guerre"



14 mai 2022 à 07:00 • 5 min

Par Alice Dulczewski

Monde | Societe | Suggestion de la rédac' | Info | Accueil | Guerre en Ukraine | NUCLEAIRE | GUERRE EN UKRAINE | RUSSIE | NUCLEAIRE MILITAIRE

Interdire la mise au point d'armes nucléaires, leur essai et bien sûr leur utilisation. Voici le cœur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) des Nations unies de 2017. Signé par 86 Etats sur 193

ce texte a véritablement été porté par l'ICAN, une coalition de plusieurs ONG qui a d'ailleurs reçu le Prix Nobel de la paix la même année.

L'objectif ? Mettre la pression sur les neuf puissances nucléaires. Mais la guerre en Ukraine a-t-elle changé la donne ? La volonté d'interdire et d'éliminer les armes nucléaires pour promouvoir la paix est-elle toujours d'actualité ? Encore plus que jamais pour Jean-Marie Collin, porte-parole d'ICAN France et chercheur associé au GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité).

Un traité boudé par les puissances nucléaires ?

Tout d'abord, il faut préciser une chose : le TIAN a été boudé par les neuf puissances nucléaires et tous les membres de l'OTAN. Mais alors, à quoi sert-il ? Tout d'abord à combler un *"vide juridique"*, explique Jean-Marie Collin. En effet, *"des traités interdisaient les armes chimiques et les armes à sous-munitions (qui impactent fortement les civils), mais il n'y avait rien par rapport aux armes nucléaires. Ce texte a permis d'établir le fait que la possession des armes nucléaires est contraire au droit international. Cette norme pèse désormais sur les puissances nucléaires ainsi que les pays qui abritent une arme nucléaire sur leur sol."*

Ce traité vient en fait renforcer un autre traité : le TNP ou le Traité de non-prolifération nucléaire. Vieux de 50 ans, ce traité avait bel et bien été signé et ratifié par les grandes puissances nucléaires de l'époque, soit la Russie, les Etats-Unis, la France, Chine et la Grande-Bretagne. Il avait alors comme objectif de certes limiter le nombre de puissances détentrices de l'arme nucléaire (qui est finalement passé à 9), mais aussi





AFP or licensors

Sauf que dans les faits, explique Jean-Marie Collin, *"22 mesures ont été signées par les cinq puissances nucléaires de l'époque, notamment le fait de ne pas augmenter les budgets pour l'arsenal nucléaire. Et au final, aucune n'a été respectée".* Pour cette raison, insiste le porte-parole de l'ICAN, *"un autre traité était nécessaire afin d'établir une norme d'interdiction, et pour vraiment faire pression".*

> *De grandes banques ne financent plus les entreprises qui aident à la fabrication des armes nucléaires*

Selon Jean-Marie Collin, ça marche. *"Au-delà du côté juridique, il y a aussi des choses hyper concrètes",* explique-t-il. Ainsi, dans le traité, *"l'interdiction du financement des entreprises qui aident à la fabrication des armes nucléaires crée une certaine pression. De grandes banques, des fonds de pension ne financent plus ces entreprises. En Belgique, il y a la banque KBC par exemple."*

L'objectif final du TIAN, explique le chercheur associé au GRIP, c'est l'élimination des armes nucléaires. *"On est persuadé que dans un temps x, les puissances nucléaires vont rejoindre ce traité et éliminer leurs armes nucléaires. Ça peut se faire progressivement bien sûr,"* ajoute-t-il.

Qu'en pensent les puissances nucléaires ?

Cet optimisme n'est toutefois pas partagé par les puissances nucléaires, ni par les membres de l'OTAN. *"Pour eux, ce traité ne sert à rien et ne permettra pas d'éliminer les armes nucléaires"*, souligne Jean-Marie Collin. Mais selon lui. il v a d'autres raisons derrière : *"Dans le TIAN. il v a*

Ensuite et surtout, continue le chercheur, *"il n'y a pas de volonté de la part des puissances nucléaires d'éliminer leur arsenal. Au contraire, elles les modernisent."* Ainsi, *"même si le TNP (qu'elles ont signé) parle du fait d'un désarmement, elles font toujours des plans pour conserver cet arsenal. Par exemple en France, sur les 41 milliards d'euros consacrés chaque année à la Défense, il y en a 5,3 milliards pour la dissuasion nucléaire."*

L'attitude des puissances nucléaires favorise l'insécurité mondiale

Selon Jean-Marie Collin, ces puissances ont *"une attitude schizophrénique". "Les pays Occidentaux justifient la modernisation de leur arsenal en brandissant le risque pour la sécurité posé par la Russie et la Chine. Et inversement. Mais ces pays qui se menacent mutuellement protestent finalement ensemble contre le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Ça n'a pas de sens"*, dit-il.

À lire aussi

La Chine va continuer à "moderniser" son arsenal nucléaire, "pour des questions de fiabilité et de sécurité"

Pourtant, insiste le chercheur, *"on n'a pas le choix car une escalade nucléaire est possible."* Selon lui, *"face à ce refus de désarmement nucléaire, d'autres pays pourraient basculer dans l'ombre et on le sait : plus d'Etats ont l'arme nucléaire, plus cela devient risqué."* En conséquence, estime-t-il, *"l'attitude des puissances nucléaires favorise aujourd'hui l'insécurité mondiale".*

Et la guerre en Ukraine ?

Quel impact la guerre en Ukraine peut-elle avoir sur toutes ces

l'utilisation de ces armes aurait des conséquences désastreuses contre lesquelles on ne pourrait rien faire", avance-t-il. Mais en même temps, *"il y a aussi cette volonté de renforcer leurs arsenaux nucléaires pour dissuader. Le problème, c'est le risque élevé d'entrer ensuite dans un jeu d'escalade."*

Avec cette guerre, ajoute Jean-Marie Collin, *"on constate surtout que posséder une arme nucléaire est le meilleur moyen d'aller faire la guerre. Le fait que la Russie ait l'arme nucléaire dissuade les autres pays d'aider l'Ukraine, car il y a une peur du nucléaire. Le nucléaire est donc un facteur créateur de guerre."*

À lire aussi

L'officier soviétique qui a permis d'éviter la guerre nucléaire en 1983 est décédé

Le porte-parole d'ICAN tire la sonnette d'alarme. *"Si on ne fait rien, il y aura une escalade,"* insiste-t-il. *"Dans de très nombreux cas, l'humanité est passée à côté d'une guerre nucléaire grâce à des coups de chance. On se rappelle évidemment de 1983, quand un lieutenant russe a vu apparaître sur son radar 4-5 missiles américains et n'a pas voulu y croire. Il avait effectivement un problème avec le satellite qui envoyait une mauvaise info. Ce jour-là, on a échappé à une guerre nucléaire. Mais on est toujours au bord de l'abîme. Il est temps de reculer de cet abîme".*

La Belgique, cible nucléaire prioritaire ?

La première conférence du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires va justement avoir lieu cette année, en juin 2022. *"Cette conférence est ouverte aux signataires et aux observateurs extérieurs. Mais aucune puissance nucléaire n'a accepté de venir y assister, tout comme la plupart des membres de l'OTAN, comme la Belgique",* explique-t-il.

La Belgique, précise-t-il, qui abrite justement des armes américaines sur son sol. *"Il n'y a pas de discours officiel qui l'indique, mais officieusement, tout le monde sait qu'elles sont dans la base de Kleine-Brogel (dans le Limbourg)",* explique-t-il, ajoutant que *"c'est aussi pour*

Le mode d’emploi : quel est l’arsenal nucléaire de la Russie ?

SUR LE MÊME SUJET

MONDE

Adhésion à l’Otan : les Parlements finlandais et suédois examinent les candidatures

il y a 8 minutes • 1 min

GUERRE EN UKRAINE

Guerre en Ukraine : en ce 80e jour de guerre, la future candidature de la Finlande à l’OTAN au cœur des réactions

14 mai 2022 à 22:39 • 1 min